

Déclarations de ministres

Par la suite, à la fin dudit *briefing* qu'on a eu sur ce rapport-là, on nous a dit que le propre budget de la nouvelle commission sur les garderies vient d'être coupé à cinq points. Est-ce que c'est un exercice de relations publiques que le gouvernement veut faire ou bien est-ce que c'est définitivement s'attaquer au problème des garderies?

Je conteste évidemment les coupures également qui ont été faites dans le nouveau budget relativement au programme de la promotion de la femme au secrétariat d'État. Le bureau de Montréal du Conseil consultatif canadien de la situation de la femme sera fermé à partir du 31 mai 1986. Si on veut définitivement prouver que le gouvernement conservateur fait quelque chose pour les femmes, il va falloir le démontrer. Et le programme des femmes battues... de toutes les subventions. Encore on a admis à la Chambre, la semaine dernière, que c'est tout en révision et qu'on va voir à ce moment-là où vont aller les subventions. On va avoir une approche globale.

Actuellement, je dis encore au gouvernement conservateur que je suis très heureuse sur la déclaration de principe, mais j'aimerais bien que le gouvernement mette en application toutes les belles promesses qu'on a entendues depuis septembre 1984.

[Traduction]

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, à l'occasion de la Journée internationale de la femme, les Canadiennes se joindront à leurs consœurs un peu partout dans le monde pour célébrer nos succès remportés au chapitre de l'égalité et notre détermination à collaborer solidairement avec nos frères, les hommes, pour surmonter les nombreux obstacles qui se dressent encore sur notre chemin. A la conférence de Nairobi, nous avons rencontré des femmes de pays pauvres et de pays riches, qui sont convaincues que le gouvernement doit effectuer des remaniements d'envergure avant que nous ne puissions surmonter les obstacles et parvenir à une véritable égalité d'ici l'an 2000. Nous nous entraiderons.

Au Canada, depuis quelques années, les femmes se sont concertées comme jamais auparavant pour favoriser une plus grande compréhension de leurs problèmes et exiger les changements nécessaires. Nous devons supprimer les obstacles économiques qui maintiennent les femmes dans des emplois peu rémunérateurs sans services de garderie convenables. Nous devons continuer à réclamer un traitement égal et des débouchés équitables sur tous les fronts. Les femmes ont accédé au pouvoir politique. Nous devons nous en servir pour concrétiser les réformes nécessaires à la réalisation d'une égalité de fait.

Le gouvernement a fait des promesses à la population féminine quand il a été élu. Il se doit, à l'égard des femmes, de tenir ses promesses. Nous nous réjouissons de constater que le nombre des emplois destinés aux femmes s'est accru dans certaines régions. Toutefois, nous tenons à ce que ces emplois soient convenablement rémunérés et à temps plein, et à ce qu'ils leur offrent des chances égales d'avancement. Les femmes veulent avoir un plus grand accès à des programmes de formation et de recyclage assortis de bons services de garderie, et à des cours de langue pour les immigrantes. On avait promis aux femmes l'égalité professionnelle. Malheureusement, le gouvernement refuse de modifier la législation à cet égard de façon à tenir compte des préoccupations très graves des Canadiennes, et notamment des syndicats féminins. Le gouvernement avait promis de procéder à la réforme des

pensions et d'assurer une certaine protection aux femmes d'un certain âge. Les dispositions du Régime de pensions du Canada n'ont pas été étendues aux femmes. Le plus gros problème à résoudre au Canada est sans doute celui des services de garde convenables. Les Canadiennes réclament des mesures concrètes cette année, sans plus d'atermoiements.

A Nairobi, le Canada a préconisé l'octroi d'une aide accrue aux femmes des pays en voie de développement, qui réussissent à peine à survivre, et qui portent des fardeaux énormes. En tant que Canadienne, j'ai honte, car le Canada a manqué à sa parole en réduisant l'aide étrangère accordée à ces femmes.

● (1220)

A la conférence des premiers ministres qui s'est tenue à Halifax, le premier ministre (M. Mulroney) avait promis que son gouvernement prendrait des dispositions pour assurer l'égalité économique et accorderait une importance primordiale à l'incidence des décisions économiques sur les femmes. Toutefois dans le budget, où se trouvent les décisions économiques les plus importantes du gouvernement, le premier ministre a violé les promesses qu'il avait faites aux Canadiennes. Malheureusement, le budget conservateur a frappé un dur coup aux femmes. Celles dont le salaire est encore payé en dollars de 63c. souffriront davantage des mesures fiscales très injustes qui coûteront aux familles plus de \$1,300 si on compte les taxes de vente de l'an dernier. De nombreuses femmes seront acculées à la pauvreté. Le crédit d'impôt remboursable ne suffira nullement à couvrir la taxe de vente que doivent payer les familles plus pauvres, sans compter qu'il ne compensera guère les allocations familiales désindexées qui se traduiront par une diminution de leur revenu à chaque année. Les femmes sont les victimes des programmes d'austérité imposées par le gouvernement. Les femmes employées de bureau et celles employées dans le secteur tertiaire seront les premières à perdre leur emploi alors que des services publics seront supprimés ou privatisés. La réduction de 4.8 milliards au titre de la santé et du bien-être social durant les quatre prochaines années ainsi que celle de deux milliards au titre des paiements de transfert priveront les femmes de services et d'emplois. Je le répète, nous nous inquiétons vivement parce que les stratégies de planification de l'emploi ont subi des coupures budgétaires.

Nous recevrons aujourd'hui les recommandations du groupe d'étude parlementaire sur la garde des enfants que préside Katie Cook. Je suis plus encouragée depuis que le ministre a assuré aux Canadiennes que cet important rapport sera examiné à fond et servira de point de départ au comité spécial du gouvernement dans la recherche des mécanismes de financement qui permettront d'offrir des soins de garde pour les enfants moyennant des frais raisonnables. Toutefois, nous ne voulons plus de promesses. Le gouvernement doit prouver sa bonne foi en commençant dès cette année à libérer des fonds.

Au nom des Canadiennes, mon parti salue très chaleureusement les femmes de tout le pays, de l'Atlantique au Pacifique en passant par le cercle arctique. Les femmes mettent tellement d'amour, de talent, d'énergie et d'efforts à s'occuper de leur famille, de leurs voisins, de leurs collègues de travail et, en fait, de toute l'humanité. Nous leur rendons ici hommage.

* * *

M. Dan Heap (Spadina): Monsieur le Président, au sujet du rappel au Règlement concernant les rapports sur lequel la présidence a statué il y a à peu près une heure, je voudrais